



Editorial

UNITÉ D'ANALYSE POLITIQUE ET DE SÉCURITÉ DES ENTREPRISES

ANALYSE
DU COURANT
SITUATION

GLOBALE

Le terrorisme d'État iranien : le souvenir d'un danger latent de portée mondiale

RÉGIONALE

Le gouvernement Arce en Bolivie : un héritage dictatorial pour l'Amérique latine

LOCALE

Le populisme actuel en Colombie : un danger pour les institutions qui garantissent la sécurité nationale ?




Le terrorisme d'État iranien : le souvenir d'un danger latent de portée mondiale

L'Iran, une nation ouvertement théocratique qui a cherché à se composer, en complaisance avec le statu quo international occidental dominant, comme une démocratie partielle en permettant l'élection de dirigeants avec l'approbation préalable d'un conseil clérical (*New York Times, 2021*), ces derniers mois, il a fait l'objet d'une vaste controverse en raison de sa remarquable répression de la population civile, qui (en représentant le débordement de l'agitation sociale due à l'absence de libertés) a déclenché de fortes protestations contre le régime en vue de son renversement (*France24, 2022*).

Bien que le phénomène décrit ci-dessus, qualifié de terrorisme d'État en raison des caractéristiques opérationnelles décrites, soit exercé contre la population civile elle-même (*Vásquez, 2010*), semble s'imposer comme le principal sujet de préoccupation en termes de sécurité, la vérité est que, au-delà d'être comprise comme une manifestation disproportionnée de portée locale, cette appréciation malheureuse exprimée à travers l'obscurcissement des libertés, ne représente qu'un symptôme (et non des moindres) de la dangerosité d'un gouvernement autoritaire qui, par sa capacité et sa volonté d'exercer la terreur déjà démontrées, peut avoir des répercussions à l'échelle mondiale (*CCIU, 2022*).

Tout d'abord, il est nécessaire de comprendre qui détient actuellement le pouvoir en Iran. Le mandat de l'Ayatollah, pris en charge depuis la révolution islamique pour profiter du désenchantement de la population à l'égard de la monarchie en place, a, à toutes fins utiles, été établi comme un mandat chiite dictatorial (*France 24, 2022*). C'est pourquoi, pour des raisons religieuses, elle s'est retrouvée fortement opposée à des pays comme Israël et l'Arabie saoudite, qui représentent les plus grands alliés de l'Occident au Moyen-Orient (*El Mundo, 2022*).

Au-delà d'être comprise comme une manifestation disproportionnée de portée locale, cette appréciation malheureuse exprimée à travers l'obscurcissement des libertés, ne représente qu'un symptôme



Ce fait, sans impliquer une rupture absolue avec des super-nations aux visions du monde politiques et culturelles antagonistes, a facilité des oppositions conflictuelles qui, pour le cadre américain de caractérisation du terrorisme, étaient injustifiables. Un exemple en est, bien sûr, le soutien aux organisations paramilitaires transfrontalières telles qu'Al-Qaïda, le Hezbollah, les Houthis, le Hamas, Fatemiyoun, Al Haq, et d'autres (Dumitrascu, 2017)(Télam, 2020).

Si la notoriété de ces organisations, qualifiées de terroristes, s'est considérablement réduite depuis leur effarante persécution internationale menée par les États-Unis, cela ne signifie pas que le gouvernement iranien a rompu ses liens avec ces groupes armés, ni même qu'il n'a pas été, depuis la direction de ses propres forces étatiques, l'architecte d'attaques également qualifiées de terroristes (Council of Foreign Relations, 2007).

De manière active et inquiétante, la République islamique, sous le règne des Ayatollahs, s'est engagée dans de multiples attentats aux intentions meurtrières contre des cibles israéliennes (surtout juives), américaines et même des exilés iraniens bien au-delà de ses frontières, avec un total de treize événements sur quatre continents différents au cours des deux dernières années, ostensiblement exécutés par l'opération des Gardiens de la Révolution iranienne (à savoir la faction des forces Qods), qui, opérant parallèlement aux forces armées conventionnelles du pays, ont été renforcées et instrumentalisées depuis leur formation (CCIU, 2022).

Même si toutes ces attaques ont été déjouées, l'ampleur de ces forces de renseignement iraniennes, qui ont suscité une extrême inquiétude en prenant pour cible d'animosité des diplomates et des chefs d'entreprise, est dangereusement pertinente pour l'établissement de la sécurité mondiale. (CCIU, 2022).

Si cette campagne de transgression a pu être interprétée comme une manifestation délibérée de mépris, elle a coïncidé avec un événement singulièrement remarquable : l'assassinat soudain de Mohsen Fakhrizadeh (CCIU, 2022), le célèbre scientifique iranien qui, accusé d'avoir secrètement fabriqué une bombe atomique, dirigeait le programme de développement nucléaire de son pays (El País, 2022).

L'accord nucléaire avec l'Iran, qui constitue un précédent dans la rivalité de longue date entre les deux magnats victorieux de la Seconde Guerre mondiale, a été conçu comme un règlement pour l'utilisation facile de la puissance nucléaire contre les opposants à l'hégémonie croissante des États-Unis dans les années 1950 et 1960 (BBC News, 2021).



Étant donné que l'alliance sur laquelle reposait ce traité était conclue entre une monarchie pro-occidentale et le gouvernement américain, cette proposition ambitieuse était extrêmement tentante, surtout si l'on considère que l'Iran disposait, de manière récurrente, d'amples réserves d'uranium pour une production effective (*Euronews, 2022*). Avec l'établissement d'une république islamique, l'intérêt de fournir des permissions nucléaires à l'Iran a considérablement diminué, car l'Occident s'est trouvé un nouvel ennemi susceptible de compromettre l'équilibre de la sécurité mondiale (*Cemeri, 2022*).

Figure 1: L'enrichissement de l'uranium par l'Iran augmente Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).



Note. Le graphique montre l'augmentation considérable de 60 % d'uranium stocké à 83 % selon l'AIEA. Tiré de *Iran's 20% Enriched Uranium Stockpile*, Bloomerang, 2022, Bloomerang en línea (<https://www.bloomberglinea.com>). CC BY 2.0.

Aujourd'hui, bien que l'administration Biden ait précisé son désintérêt pour la poursuite de ce processus de développement (qui, à ce jour, est plutôt orienté vers la fonctionnalité énergétique) (*Semana, 2022*), En réalité, cette mesure pourrait ne pas suffire à empêcher l'acquisition non désirée de cette puissance catastrophique, car le gouvernement iranien a progressivement et discrètement renforcé ses capacités technologiques à cette fin (*BBC News, 2022*).



Pour cette raison même, il a été souligné que l'établissement d'un traité nucléaire pourrait, contrairement à son objectif initial, représenter une mesure de régulation susceptible d'empêcher la nécessité d'une reconfiguration géostratégique abrupte de la sécurité au Moyen-Orient (*European Union*, 2022).

La mort récente de Mahsa Amini, qui rappelle de façon remarquable le terrorisme d'État qui a eu lieu dans le contexte des manifestations (*BBC News*, 2022), nous a permis de tourner notre regard vers une nation qui, en raison d'hypothèses antidémocratiques et de maximes théocratiques dominantes, représente un risque pour le monde dans la mesure où elle dispose de forces armées à forte portée opérationnelle et, dans le domaine du possible, d'une capacité d'armement nucléaire.

Néanmoins, il est nécessaire de considérer que, si la puissance de l'Iran est dangereuse, la classification de l'Iran comme auteur de terrorisme à différents niveaux représente une vision criminalisée de ses actions, qui, tout en ayant des considérations morales répugnantes, n'est pas très éloignée du fonctionnement des États-Unis (*Tortosa*, 2001). L'armement nucléaire, ironiquement, a eu dans son histoire une plus grande dissuasion diplomatique qu'une utilité militaire (*Pobes*, 2010). C'est pourquoi, bien qu'il s'agisse toujours d'une question de sécurité mondiale urgente, il se peut qu'elle n'implique pas, en fin de compte, le nombre catastrophique de morts qui s'annonce.



RÉGIONALE

Le gouvernement Arce en Bolivie : un héritage dictatorial pour l'Amérique latine

La région d'Amérique latine n'a pas fait exception à la prolifération des régimes autoritaires, comme en témoignent sans aucun doute les nombreuses dictatures militaires (principalement de droite) établies dans ses différentes nations tout au long du XXe siècle (*La Vanguardia*, 2020). Avec l'expansion mondiale du régime démocratique (établi avec la victoire des États-Unis dans la guerre froide) et le rejet des restrictions de la liberté qui ont résulté de la lourdeur de ces mandats, l'établissement de systèmes réglementés de modalité électorale avec une institutionnalisme libérale qui faisait écho aux principes occidentaux désormais supposés a représenté un arrêt temporaire de l'autoritarisme (*El País*, 2005).

Néanmoins, avec l'arrivée de la marée rose dans la région, il y a eu un retour à des instances moins démocratiques. Avec le socialisme établi comme un héritage dilué du communisme soviétique, l'antéposition aux dictats du premier monde, subjuguant l'Amérique latine instrumentalisée du tiers monde, a eu pour conséquence la reproduction généralisée d'une gauche antagoniste à l'agenda américain dans de nombreux pays de la région (Venezuela, Brésil, Chili, Equateur, etc.) (*Lisa News*, 2022). La Bolivie, la nation au centre de cet article, était l'un des grands représentants de cette situation sous la direction d'Evo Morales en tant que président jusqu'en 2019, lorsque, en raison d'élections controversées, l'exécutif a dû abdiquer (*BBC News*, 2019).

Figure 2: Victimes de la répression commise par la présidente intérimaire Jeanne Áñez après le départ d'Evo Morales.



Note. Le graphique montre le nombre de victimes de la répression pendant l'attente de la convocation de nouvelles élections en 2019. Tiré de Los 37 de 2019, José Arias, 2019, El Negocio de la Represión (<https://el-negocio-de-la-represion.elclip.org>). CC BY 2.0



Après la délégation désastreuse du poste à Añez, le parti au pouvoir, le Movimiento Al Socialismo (MAS), qui avait servi de banc de défense de la régence de gauche au Sénat, a désigné l'ancien ministre des finances de Morales comme son candidat à la présidence, obtenant ainsi, sous le regard international, la légitimation d'une victoire équitable (*Idea, 2020*). Malgré les prétentions du candidat à prendre ses distances par rapport aux erreurs désastreuses des mandats de ses prédécesseurs (*France 24, 2020*), Arce a semblé dénoter, de manière inquiétante, un comportement répressif qui a suscité des alarmes quant à un possible retour à l'autoritarisme d'antan, qui a perduré dans des nations comme le Nicaragua et le Venezuela, en supposant, bien sûr, la compromission inexorable de la sécurité des citoyens boliviens (*Infobae, 2022*).

Bien que ce qui précède soit tout à fait logique pour une évaluation rétrospective du phénomène antidémocratique dans la région, il est nécessaire de souligner certains détails qui, du fait de leur omission, aboutissent à une compréhension faussement biaisée de ce phénomène. En premier lieu, il est important de mentionner que la marée rose, bien qu'elle ait entraîné un certain nombre de revers antidémocratiques pour nombre de ses nations protagonistes, ne correspond pas de manière comparable ou remplaçable à une vague dictatoriale (*Bonnet, 2022*).

Dans cette optique, on peut comprendre que le socialisme, à la différence de l'établissement classique des républiques communistes, est apparu davantage comme une intégration représentative d'une aile de la gauche radicale dans les systèmes politiques modernes que comme une antithèse de la représentation populaire correspondante (*paniagua, 2010*). En effet, s'il est vrai que le phénomène socialiste s'est avéré, dans son bilan historique, un échec retentissant, il est vrai qu'il n'a pas été compris de facto comme un établissement handicapant pour les libertés civiles (*Cohen, 2011*). Il est intéressant de constater que selon le classement Freedom Random House (l'organisation chargée d'évaluer la qualité des démocraties), la Bolivie (66 points), accusée d'être comprise comme une dictature, a, étonnamment, un meilleur score que la Colombie (64), et est très proche des valeurs de l'Équateur et du Brésil pour les années 2021 et 2022 (s.f).

L'ascension de l'ancien ministre Arce a été marquée par de vives protestations contre les modifications apportées par le Sénat

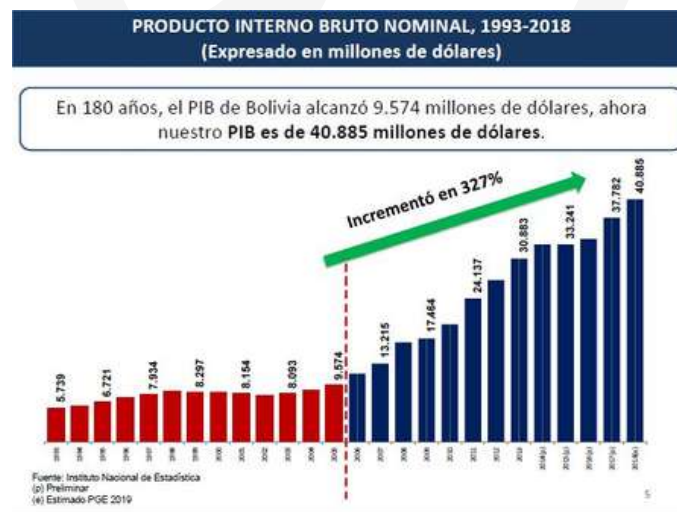


En considérant cette affirmation de classifications, il est d'autant plus compréhensible que l'intégration de nouvelles politiques de nature plus autoritaire serait décisive pour faire pencher la balance dans un système vulnérable comme la démocratie antilibéral de Bolivie (López, 2022). Tout d'abord, l'ascension de l'ancien ministre Arce a été marquée par de vives protestations contre les modifications apportées par le Sénat, dominé principalement par le parti MAS, dans le but de réduire les majorités nécessaires à l'approbation de certaines propositions de loi, ce qui a entraîné une surpuissance inquiétante de la figure présidentielle (Guachalla, 2021).

D'autre part, Arce, bien que technocrate dans sa prétention à diriger la Bolivie de manière rigoureuse et institutionnelle, s'est livré à l'exercice inquiétant de la persécution de l'opposition, en ordonnant l'arrestation (ou selon des récits plus crus, l'enlèvement) de son principal détracteur politique Luis Fernando Camacho, accusé d'avoir conspiré en faveur du "coup d'État" qui a conduit à la démission d'Evo Morales (BBC News, 2022). À ce fait, il est essentiel d'ajouter la réponse grossière du président par l'utilisation de la force publique contre les manifestants qui demandaient la libération de Camacho, au point d'amener la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) et son rapporteur spécial pour la liberté d'expression (RELE) à se prononcer en rejet de la répression démontrée, qui est dénotée comme un risque pour la sécurité publique (Infobae, 2023).

Le cas de la poursuite de Jeanne Áñez, bien qu'ayant une légitimation plus raisonnable étant donné les nombreuses violations des droits de l'homme commises par l'ancien président (voir figure 2), n'est pas exempt de faire partie des représailles systématiques d'Arce contre ses opposants puisque, au lieu de poursuivre une accusation correspondante par les voies légales, l'actuel président a choisi d'exécuter un stratagème légal douteux basé sur l'incrimination pour de prétendues implications du coup d'État (Nueva Sociedad, 2022).

Figure 3. La croissance économique de la Bolivie après l'ascension d'Evo Morales



Note. Bien que la source du graphique puisse sembler partielle, les informations peuvent être corroborées par les données fournies par la Banque mondiale. Tiré de PRODUCTO INTERNO BRUTO NOMINAL, 1993-2018, Presidencia de Bolivia, 2019, Nodal (<https://www.nodal.am>). CC BY 2.0



EL'autoritarisme en Bolivie n'est pas un phénomène nouveau (si l'on considère qu'Evo Morales lui-même a été l'architecte de son application) (*El País, 2017*). Et s'il est peut-être inexact et hâtif de qualifier le mandat d'Arce de dictature, on ne peut discréditer les similitudes qui ont été faites et qui compromettent les garanties de libertés pour la population. Dans une large mesure, grâce au boom des hydrocarbures et à la gestion économique pertinente qui a permis au long gouvernement Morales de survivre économiquement (voir figure 3), le parti MAS a trouvé un ancrage politique pour devenir un protagoniste dans l'arène bolivienne, même s'il est important de rappeler que l'offre économique peut être insuffisante dans la mesure où elle ne garantit pas nécessairement le bien-être et la sécurité sociale.





Le populisme actuel en Colombie : un danger pour les institutions qui garantissent la sécurité nationale ?

En Colombie, le populisme a été un terme d'usage stratégique permanent, brandi comme une arme de discrédit contre tout candidat politique qui, avec prétention, aspire à des fonctions électorales en utilisant des modes de persuasion (rhétorique) considérés comme infondés, irresponsables et, surtout, dangereux (Pécaut, 2014). Malgré cette brève approche du terme, il est vrai que sa fixation conceptuelle n'a pas fait l'objet d'un consensus uniforme dans l'arène médiatique (Rebouças et al., 2022), ni dans le langage courant, se retrouvant, même dans le milieu universitaire, comme un terme certainement dissemblable dans les approches savantes, ce qui explique qu'il n'existe pas de théorie convenue du populisme (Retamozo, 2006).

Dans le contexte national actuel, le cadre politique d'un nouveau gouvernement de gauche au pouvoir a apporté de l'incertitude car il a représenté un antagonisme sans précédent dans la régence à la continuité politique marquée par une pathdependency (ou rigidité institutionnelle) de prévalence importante vers le spectre de droite (Meer, 2019). Depuis que le terme populisme, dans l'usage courant, est presque directement attribué à des courants de panique tels que le "castrochavismo", le terme "populisme" a été utilisé pour décrire un mouvement "populiste" (AIL, 2020) Il est naturel de penser que, compte tenu des nombreuses accusations portées à l'encontre de l'actuel président colombien, qui ont des connotations discursives dangereuses pour l'institutionnalité, cela représente, en définitive, un danger pour la sécurité nationale.

Cependant, rester dans le simplisme d'un énoncé court implique une insuffisance. En considérant les conclusions de Jan-Werner Müller dans son ouvrage *Qu'est-ce que le populisme ?* (2016) dans lequel il interroge et oppose rigoureusement les approches du populisme et de ses applications, nous constatons que, curieusement, la précision du terme à partir d'une évaluation critique est incompatible avec son contour familier. Selon l'auteur, en premier lieu, l'offre de grandes promesses dans le discours électoral ne représente pas un populisme, étant donné que ce modus operandi est caractéristique de l'exercice de la politique et non une exception.

Bien que cela puisse paraître impensable, la confirmation d'un populisme existant n'implique pas avec une certitude absolue une rupture profonde de l'institutionnalité démocratique



D'autre part, bien que l'expression "anti-establishment" soit souvent considérée comme une définition précise du terme, elle ne s'avère être qu'une de ses propriétés, mais pas la suffisance absolue de son implication.

En ce qui concerne ce qui, selon Muller, correspond au populisme (ou du moins, de nombreuses caractéristiques qui facilitent une différenciation plus cohérente), il s'agit d'une représentation homogène de l'électorat, configuré à ses fins comme "peuple", dans le cadre d'un récit conçu qui, en fin de compte, exalte la propre figure du candidat, à partir d'une opposition anti-élite. Cette connotation s'accompagne également d'un appel permanent à un état de crise, d'un parti pris moral pour son propre discours et d'un état permanent de l'opinion (Müller, 2016). Compte tenu de cette précision, cette appellation peut-elle être attribuée à Gustavo Petro ?

Le candidat du pacte historique qui, par sa stratégie électorale de longue haleine, a fini par s'imposer comme le chef exemplaire de l'opposition, a acquis son vestige populaire (qui a été le facteur déterminant de sa bonne faveur au début de son mandat), grâce à la représentation de l'altérité reléguée par l'héritage hégémonique d'un mandat de grande classe au pouvoir, alors qu'en même temps, il a su frugalement se dissocier des idées catastrophiques (*El País*, 2022) l'a associé à son homologue vénézuélien (Chávez), dont il était un sympathisant (La Silla Vacía, 2018). La particularité de l'affaire est que, partant de la gestion radicale maladroite de la gauche en Colombie, la droite a caricaturé les accusations portées contre le candidat (France 24, 2022), en sapant la validité d'affirmations qui, à de nombreuses reprises, se sont avérées vraies.

Figure 4. La popularité de Petro au début de son mandat



Note. Tiré d'APROBACIÓN DE GUSTAVO PETRO SEGÚN INVAMER, Invamer, 2022, Asuntos Legales (<https://www.asuntoslegales.com.co>). CC BY 2.0



L'expression discursive de Gustavo Petro, tout au long de son activisme politique, a été fortement marquée par l'opposition aux élites dominantes, sous des dénominations telles que "Narco-État" ou "État mafieux" aux gouvernements qui ont précédé le sien (*W Radio*, 2020), qui, malgré une certaine validité à ces accusations en raison des liens corroborés de l'uribisme avec la parapolitique (*Álvaro*, 2007), sont réductionnistes.

D'autre part, la rhétorique de l'utilisation de la figure du "peuple" a été une constante, tout comme son autoglorification persistante dans l'ordre de ce guide (*Daza*, 2019), sans oublier, bien sûr, qu'il est allé jusqu'à proposer un constituant à la capacité modificatrice dangereuse (*La Silla Vacía*, 2022) Il a également formulé des allégations de fraude électorale à 11 occasions différentes, sans qu'aucune preuve solide ne vienne corroborer ses dires (*La Silla Vacía*, 2022), qui impliquait, bien sûr, un appel à la déstabilisation nationale, et donc à la compromission de la sécurité.

Cependant, bien que cela puisse paraître impensable, la confirmation d'un populisme existant n'implique pas avec une certitude absolue une rupture profonde de l'institutionnalité démocratique (*Berman*, 2017). Une particularité de l'expérience colombienne a été, spécifiquement, qu'elle a permis un nombre infini de manifestations politiques indésirables, à l'exception du populisme. Comme l'explique justement *Daniel Pécaut* (2014), l'assimilation historique de la violence dans la nation a facilité le sang-froid d'une société qui normalise des phénomènes catastrophiques tels que le trafic de drogue, la lutte armée et la corruption, tout en s'abstenant étrangement de laisser germer le phénomène populiste (ou sa compréhension de ce qu'il est), ignorant même sa pertinence fondatrice pour l'Amérique latine.



Aujourd'hui, le danger du populisme pour les établissements démocratiques ne peut être nié, le cas emblématique d'Hugo Chávez au Venezuela étant par exemple considéré comme le summum du malheur (*The New York Times*, 2017). Cependant, il est nécessaire de comprendre que, dans la plupart des cas (comme cela s'est produit récemment avec l'administration Trump et l'installation plus radicale de la polarisation aux États-Unis) (*Barberá-González & del-Fresno*, 2019) le populisme implique généralement l'érosion mais pas la déstructuration pure et simple de la démocratie (*The New York Times*, 2017). La nation colombienne possède l'un des règlements institutionnels les plus solides de toute la région (qui a survécu à de dangereuses propositions de réforme de la justice) (*Revelo-Rebolledo*, 2008) et une réélection indéfinie au cours de la première décennie du 20e siècle (*El País*, 2010) (*Villegas et al.*, 2011). Il est peu probable que le gouvernement actuel ait un impact négatif sur la sécurité en raison de cette cause, cependant, il est essentiel de comprendre qu'à long terme, la situation pourrait devenir plus sombre si les initiatives à risque ne sont pas identifiées.

Noter. Le travail d'enquête et d'analyse consigné dans ce rapport est exclusif à **3+ Security Colombia**.

3+Security Colombia Ltda., se réserve le droit d'interprétation pouvant survenir par le lecteur dans l'exercice d'examiner et visualisation des informations présentées.



La Silla Vacía. (16 de Junio de 2022). DETECTOR: PETRO SÍ DIJO QUE QUERÍA CONVOCAR UNA CONSTITUYENTE, PERO EN 2017. Obtenido de <https://www.lasillavacia.com>: <https://www.lasillavacia.com/la-silla-vacia/detector-de-mentiras/detector:-petro-s%C3%AD-dijo-que-quer%C3%ADa-convocar-una-constituyente,-pero-en-2017>

AIL. (6 de Agosto de 2020). Lo que antes era “locura” y “blasfemia”, hoy es “populismo” y “Castrochavismo”. Obtenido de <https://ail.ens.org.co>: <https://ail.ens.org.co/opinion/lo-que-antes-era-locura-y-blasfemia-hoy-es-populismo-y-castrochavismo/>

Álvaro, M. (2007). La Parapolítica: la infiltración paramilitar en la clase política colombiana. Congreso de Latinoamericanistas Europeos (CEISAL), Bruselas, 11-14.

Barberá-González, R., & del-Fresno, F.-M. (2019). UNA APROXIMACIÓN AL POPULISMO EN LA FIGURA DE DONALD TRUMP. *Vivat Academia*, núm. 146, 113-135.

BBC News. (10 de Noviembre de 2019). Evo Morales renuncia a la presidencia de Bolivia: 5 claves que explican por qué tuvo que dimitir el mandatario indígena. Obtenido de <https://www.bbc.com>: <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-50369434>

BBC News. (21 de Noviembre de 2021). Irán y EE.UU. reanudan el diálogo: la historia de cómo Washington ayudó a crear el programa nuclear iraní hace más de medio siglo. Obtenido de <https://www.bbc.com>: <https://www.bbc.com/mundo/noticias-internacional-59353563>

BBC News. (1 de Agosto de 2022). "Irán tiene la capacidad técnica para crear una bomba atómica". Obtenido de <https://www.bbc.com>: <https://www.bbc.com/mundo/noticias-internacional-62356602>

BBC News. (27 de Diciembre de 2022). Protestas en Irán | "No hay marcha atrás": 500 muertos en las manifestaciones más prolongadas desde la Revolución Islámica de 1979. Obtenido de <https://www.bbc.com>: <https://www.bbc.com/mundo/noticias-internacional-64095395>

BBC News. (29 de Diciembre de 2022). Quién es Luis Fernando Camacho, el líder de la oposición arrestado en Bolivia (y de qué se le acusa). Obtenido de <https://www.bbc.com>: <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-64119428>

Berman, S. (2017). The Pipe Dream of Undemocratic Liberalism. *Journal of Democracy* 28(3), 29-38. Obtenido de Sheri Berman.

Bonnet, A. (2022). EL Estado en La Marea Rosa . *Argumentos. Estudios Críticos De La Sociedad*, (98), , 93-110. CCIU. (21 de Diciembre de 2022). Irán: el aumento de las actividades terroristas en el ámbito internacional con énfasis en objetivos israelíes y judíos. Obtenido de <https://cciu.org.uy>: <https://cciu.org.uy/iran-el-aumento-de-las-actividades-terroristas-en-el-ambito-internacional-con-énfasis-en-objetivos-israelies-y-judios/>

Cemeri. (25 de Septiembre de 2022). ¿Por qué Irán representa un peligro para occidente? Obtenido de <https://cemeri.org>: <https://cemeri.org/art/a-iran-representa-peligro-occidente-It>

Cohen, G. A. (2011). ¿Por qué no socialismo? *Katzeditores*, 5-86.

Council of Foreign Relations . (Agosto de 2007). State sponsors: Irán. Obtenido de <https://web.archive.org>: <https://web.archive.org/web/20080207030738/http://www.cfr.org/publication/9362/>

Daza, A. M. (2019). Análisis de la narrativa electoral del nuevo progresismo en las elecciones presidenciales de 2018 en Colombia. *evista electrónica de estudios latinoamericanos*, vol. 18, núm. 69, 52-64.

Dumitrascu, A. (2017). El vínculo Irán-Al Qaeda: más allá de la división sectaria. Instituto Español de Estudios Estratégicos, 1-5.

El Mundo . (6 de Junio de 2022). Enemigos y aliados frente a Irán. Obtenido de <https://www.elmundo.es/https://www.elmundo.es/internacional/2016/01/06/568bf08e46163f147a8b45ad.html>

El País . (30 de Mayo de 2022). La nueva estrategia de Gustavo Petro: la búsqueda del votante moderado. Obtenido de <https://elpais.com/https://elpais.com/america-colombia/elecciones-presidenciales/2022-05-30/la-nueva-estrategia-de-gustavo-petro-la-busqueda-del-votante-moderado.html>

El País. (20 de Noviembre de 2005). El principio del fin de las dictaduras en América Latina. Obtenido de https://elpais.com/https://elpais.com/diario/2005/12/01/internacional/1133391616_850215.html

El País. (26 de Febrero de 2010). El Constitucional colombiano cierra la vía a un tercer mandato de Uribe. Obtenido de https://elpais.com/https://elpais.com/internacional/2010/02/27/actualidad/1267225201_850215.html

El País. (14 de Diciembre de 2017). Las trampas autoritarias de Evo Morales. Obtenido de https://elpais.com/https://elpais.com/internacional/2017/12/13/actualidad/1513186714_047080.html

El País. (27 de Noviembre de 2022). Asesinado en una emboscada el creador del programa nuclear iraní. Obtenido de <https://elpais.com/https://elpais.com/internacional/2020-11-27/asesinado-el-padre-del-programa-nuclear-de-iran.html>

Euronews. (4 de Agosto de 2022). El acuerdo nuclear con Irán, una solución cada vez más lejana. Obtenido de <https://es.euronews.com/https://es.euronews.com/2022/08/04/el-acuerdo-nuclear-con-iran-una-solucion-cada-vez-mas-lejana#:~:text=En%20C3%A9l%2C%20Ir%C3%A1n%20accept%C3%B3%20limitar,tranquiliz%C3%B3%20a%20a%20comunidad%20internacional.>

European Union . (10 de Agosto de 2022). Ha llegado el momento de salvar el acuerdo nuclear con Irán. Obtenido de https://www.eeas.europa.eu/https://www.eeas.europa.eu/eeas/ha-llegado-el-momento-de-salvar-el-acuerdo-nuclear-con-ir%C3%A1n_es

France 24. (12 de Marzo de 2022). El ocaso de la derecha y la caída del uribismo en Colombia. Obtenido de <https://www.france24.com/https://www.france24.com/es/am%C3%A9rica-latina/20220312-derecha-colombia-uribe-duque-elecciones>

France 24. (21 de Octubre de 2022). La Revolución Islámica en Irán, más de 40 años vulnerando los derechos de las mujeres. Obtenido de <https://www.france24.com/https://www.france24.com/es/programas/historia/20221020-la-revoluci%C3%B3n-isl%C3%A1mica-en-ir%C3%A1n-m%C3%A1s-de-40-a%C3%B1os-vulnerando-los-derechos-de-las-mujeres>

France24. (16 de Diciembre de 2022). Irán llega al tercer mes de históricas protestas detonadas tras la muerte de Mahsa Amini. Obtenido de <https://www.france24.com/https://www.france24.com/es/medio-oriente/20221216-ir%C3%A1n-llega-al-tercer-mes-de-hist%C3%B3ricas-protestas-detonadas-tras-la-muerte-de-mahsa-amini>

France 24. (10 de Noviembre de 2020). Luis Arce nombra un gabinete distanciado de Evo Morales. Obtenido de <https://www.france24.com/https://www.france24.com/es/am%C3%A9rica-latina/20201110-bolivia-luis-arce-gabinete-distancia-evo-morales>



Freedom Random House. (s.f). Expanding Freedom and Democracy. Obtenido de <https://freedomhouse.org/>: <https://freedomhouse.org/>

Guachalla, X. V. (2021). Compounding Crises: Bolivia in 2020. Rev. cienc. polít. (Santiago) vol.41 no.2 .
Idea. (26 de octubre de 2020). IDEA Internacional fortalece la veeduría electoral ciudadana en Bolivia .
Obtenido de <https://www.idea.int/>: <https://www.idea.int/node/312593>

Infobae. (30 de Diciembre de 2022). Bolivia: ¿la cuarta dictadura de las Américas? Obtenido de <https://www.infobae.com/>: <https://www.infobae.com/opinion/2022/12/30/bolivia-la-cuarta-dictadura-de-las-americas/>

Infobae. (24 de Enero de 2023). La CIDH denunció el uso excesivo de la fuerza en Bolivia y criticó las amenazas contra defensores de DDHH. Obtenido de <https://www.infobae.com/>: <https://www.infobae.com/america/america-latina/2023/01/18/la-cidh-denuncio-el-uso-excesivo-de-la-fuerza-en-bolivia-y-critico-las-amenazas-contr-defensores-de-ddhh/>

La Silla Vacía . (05 de Junio de 2018). A PESAR DE SUS SIMPATÍAS, PETRO NO PODRÍA SER UN CHÁVEZ. Obtenido de <https://www.lasillavacia.com/>: <https://www.lasillavacia.com/historias/silla-nacional/a-pesar-de-sus-simpatias-petro-no-podria-ser-un-chavez>

La Silla Vacía . (24 de Mayo de 2022). LAS 11 VECES EN LAS QUE PETRO HA DENUNCIADO FRAUDE O GOLPE DE ESTADO. Obtenido de <https://www.lasillavacia.com/>: <https://www.lasillavacia.com/historias/silla-nacional/las-11-veces-en-las-que-petro-ha-denunciado-fraude-o-golpe-de-estado/>

La Vanguardia. (4 de Marzo de 2020). Dictaduras en América Latina. Obtenido de <https://www.lavanguardia.com/>: <https://www.lavanguardia.com/vida/junior-report/20200304/473796480155/dictaduras-america-latina.html>

Lisa News. (18 de Octubre de 2022). ¿Qué fue la Marea Rosa en América Latina? Obtenido de <https://www.lisanews.org/>: <https://www.lisanews.org/internacional/que-fue-la-marea-rosa-en-america-latina/>

López, A. B. (2022). Democracia iliberal, populismo y Estado de Derecho. Estudios de Deusto: revista de Derecho Público, ISSN 0423-4847, 15-33.

Meer. (17 de Julio de 2019). Una derecha de 200 años gobierna Colombia. Obtenido de <https://www.meer.com/>: <https://www.meer.com/es/56086-una-derecha-de-200-anos-gobierna-colombia>

Müller, J.-W. (2016). What Is Populism? PHILADELPHIA: PENN U N I V E R S I T Y OF PEN NSY LVA N I A P R E S S.

New York Times. (5 de Agosto de 2021). Irán tiene un nuevo presidente. Esto es lo que tienes que saber sobre Ebrahim Raisi. Obtenido de <https://www.nytimes.com/>: <https://www.nytimes.com/es/2021/08/05/espanol/raisi-presidente-iran.html>

Nueva Sociedad . (Junio de 2022). Jeanine Áñez: una condena que no cierra las heridas. Obtenido de <https://nuso.org/>: <https://nuso.org/articulo/jeanineAnez-Bolivia/>

paniagua, J. (2010). Breve historia del Socialismo y del comunismo. Nowtilus, 155-206.

Pécaut, D. (2014). En Colombia todo es permitido, menos el Populismo . Uniandes, Revista de estudios Sociales, Num. 50 , 21.

Pobes, C. R. (2010). LA «DIPLOMACIA ATÓMICA» EN LA GUERRA FRÍA Y ESTADOS UNIDOS. ¿TELÉFONO ROJO? VOLAMOS HACIA MOSCÚ. Departamento de Historia Contemporánea. Universidad del País Vasco/Euskal Herriko Unibertsitatea, 157-190.

Rebouças, H. d., Costa, D. S., Silva, L. S., Gonçalves, J. d., & Nascimento, A. F. (2022). Lula e Bolsonaro populistas? A visão de populismo dos jornais Folha de S. Paulo e O Estado de S. Paulo em alusão aos dois presidentes brasileiros. *Media & Jornalismo* vol.22 no.40.

Retamozo, M. (2006). Populismo y teoría política: de una teoría hacia una epistemología del populismo para América Latina. *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales* v.12 n.2.

Revelo-Rebolledo, J. (2008). La independencia judicial en tiempos de Uribe. *Pap.polit.* vol.13 no.1 Bogotá Jan. Semana. (20 de Diciembre de 2022). Joe Biden anuncia que el acuerdo nuclear con Irán está “muerto”. Obtenido de <https://www.semana.com>: <https://www.semana.com/noticias-estados-unidos/articulo/joe-biden-anuncia-que-el-acuerdo-nuclear-con-iran-esta-muerto/202258/>

Télam. (1 de Noviembre de 2020). Quiénes son los principales aliados de Irán TELAM SE 2022. Queda expresamente prohibida la utilización de este contenido sin citar la autoría de TELAM, la omisión de este requisito es violatorio del Régimen Legal de la Propiedad Intelectual, Ley 11.723. I. Obtenido de <https://www.telam.com.ar>: <https://www.telam.com.ar/notas/202001/423132-aliados-iran-gobiernos-milicias-quds-soleimani-trump-estados-unidos-infografia.html#:~:text=RUSIA%20y%20CHINA%3A%20Son%20las,Unidos%20en%20un%20eventual%20conflicto.>

The New York Times . (4 de Abril de 2017). El ejemplo de Venezuela: cómo el populismo deriva en autoritarismo. Obtenido de <https://www.nytimes.com>: <https://www.nytimes.com/es/2017/04/04/espanol/el-ejemplo-de-venezuela-como-el-populismo-deriva-en-autoritarismo.html>

Tortosa, J. M. (2001). Estados Unidos y su “guerra contra el terrorismo”: continuidad o cambio. Instituto Universitario de Desarrollo Social y Paz. Universidad de Alicante, 249-260.

Vásquez, H. T. (2010). El Concepto de terrorismo de Estado: una propuesta de lege ferenda. *Diálogos del Saber* ISSN 0124-0021, 129-147.

Villegas, M. G., Sánchez, M. G., Raga, J. C., Rebolledo, J. E., & Restrepo, J. R. (2011). Los estados del País instituciones municipales y realidades locales. Bogotá: Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad, Dejusticia.

W Radio . (25 de Agosto de 2020). El narcotráfico se come al Estado: Petro sobre la política antidrogas en el país. Obtenido de <https://www.youtube.com>: https://www.youtube.com/watch?v=35CXnd_VEjg